

Le 27 septembre 2011

## Agents de la DGFIP : la crise et nous...

*Nous, agents de la DGFIP, sommes au cœur de l'action publique (État, collectivités locales, hôpital, services publics...).*

*L'actualité montre que les politiques néolibérales sont prédatrices, qu'elles mettent l'action publique en danger : pression sur les finances publiques, repli de la sécurité sociale, suppressions massives de postes de fonctionnaires, hausse de la charge de travail, changement radical dans les modes de « management » et modération salariale.*

*Elles ont aussi pour conséquences une dégradation sans précédent des conditions de vie au travail et de l'exercice des missions au service de la population. Notre conscience, tant professionnelle que citoyenne, nous pousse à dire non. D'autres choix sont possibles !*

**Depuis 2009, la crise montre que les politiques néolibérales conduisent à l'échec.**

**Les agents de la DGFIP peuvent le mesurer chaque jour :**

- ♦ Les allègements fiscaux n'ont pas soutenu l'activité économique et ont même fortement contribué à l'accroissement des inégalités et des injustices,
- ♦ La réduction du nombre de fonctionnaires n'a pas allégé la dette publique. Pire encore, cela a surchargé le travail des agents, dégradé leurs conditions de travail et la qualité même de leur travail,
- ♦ L'orientation managériale s'est traduite par une gestion dictée par les seules « statistiques » en se détournant de la « qualité »,
- ♦ Les restructurations n'ont pas amélioré le service public, loin s'en faut, les files d'attente s'allongent, les trésoreries rurales continuent d'être sacrifiées...

Le gouvernement prétend que face à la crise, la rigueur s'impose. Pour lui, il faut poursuivre les suppressions d'emplois dans la fonction publique, augmenter certains prélèvements pesant sur la consommation (donc injustes), taxer les « complémentaires santé » et encore verrouiller la politique budgétaire.

Ce n'est pas la contribution, symbolique, de quelques milliers de très hauts revenus qui vient modifier ce constat implacable :

**La rigueur ne remet pas en cause les injustices, qu'elles soient fiscales ou sociales, bien au contraire !**

Fondamentalement, les réponses du gouvernement consistent à durcir et à accélérer la mise en œuvre de sa politique économique et sociale déjà responsable d'une crise dévastatrice.

### L'accélération de la crise avec la rigueur libérale pour seule réponse

En cette année 2011, alors que la crise s'aggrave et que les mouvements sociaux se multiplient dans de nombreux pays (Grèce, Espagne, Grande Bretagne...), l'absence d'une réponse coordonnée, au niveau européen notamment, s'accompagne d'une instrumentalisation de la question de la dette publique par les gouvernements qui ne veulent qu'imposer leurs vues.

La dégradation de la dette américaine par l'une des 3 agences de notation (toutes liées au parti républicain...) et la multiplication des plans de rigueur, en France et ailleurs, illustrent ce que l'on peut qualifier de véritable accélération de l'histoire.

**Plus que jamais, le mécontentement des populations et le sentiment d'injustice se heurtent à la volonté d'instaurer la rigueur libérale qui, au-delà de la crise, se voudrait durable.**

### Rigueur, austérité : savoir dire « non » !

La soumission des gouvernements aux différents acteurs des marchés financiers (agences de notation, banques...) et le débat sur le projet de loi constitutionnelle en France baptisé « règle d'or » utilisé par le gouvernement pour imposer un retour rapide au déficit « 0 » et à un équilibre budgétaire forcé, vont à l'encontre de toute logique économique (un déficit permet d'amortir un choc économique, d'investir...).

**Encore plus de néolibéralisme comme réponse à la crise du système capitaliste libéral, telle est la réponse que veulent imposer les gouvernements, nous devons dire non !**

Les forces néolibérales défendent désormais un ordre néolibéral marqué par une rigueur que certains veulent « permanente » et « constitutionnalisée », et par un rétrécissement de la capacité à effectuer des choix démocratiques : en empilant les textes visant à réduire les marges de manœuvres des finances publiques

(semestre européen, lois de programmation pluriannuelles, « règle d'or ») sur fond d'orientations politiques néolibérales « régressionnistes » (le pacte pour l'euro prévoit explicitement la modération salariale...), c'est bien notre capacité collective à effectuer des choix démocratiques qui risque de se trouver sérieusement altérée.

En effet, le vote du parlement ne pourrait plus modifier les grandes lignes arrêtées dans le cadre du semestre européen et serait de plus fortement contraint par l'obligation de maintenir coûte que coûte l'équilibre budgétaire. Cette orientation se traduirait par une pression accrue sur les finances publiques et, par ricochet, sur la place et le rôle de l'action publique. **Concrètement, cela annonce encore des privatisations, des suppressions d'emplois publics en nombre, une rémunération en berne, une plus grande pression sur les fonctionnaires...**

Sachons dire non, sachons résister !

## La dette publique est utilisée comme un épouvantail !

La question de l'équilibre budgétaire est instrumentalisée par le gouvernement pour des raisons de tactique politique et pour imposer la rigueur à laquelle il rêve de longue date (en 2007, avant la crise, François Fillon déclarait déjà qu'il était « à la tête d'un État en faillite »). Pourtant, la question de la dette publique n'est pas née d'une dérive des dépenses publiques. Les travaux sérieux sur ce sujet montrent tous que ce ne sont pas les dépenses de l'État qui expliquent l'accroissement de la dette : niveau élevé des taux d'intérêt dans les années 80 et au début des années 90, hausse des dépenses sociales dues à la hausse des besoins (vieillesse, maladie, chômage...), dépenses d'investissements, baisses massives d'impôt, crise, voilà les vraies raisons...

### MENSONGE D'ÉTAT !

Faut-il comparer l'État à un ménage en alignant les milliards d'euros de dette ? Si oui, les marges de manœuvre de l'État sont immenses...

En effet, lorsqu'un ménage achète un appartement, il s'endette lourdement, la dette représentant dans la plupart des cas plusieurs années de salaire, autrement dit plus que 100% du produit intérieur brut (PIB).

Un ménage gagnant 40 000 euros par an et s'endettant pour 180 000 euros présente ainsi un taux d'endettement de 450% de son « PIB » ! Celui de la France se situait en 2010 à 82% du PIB.

A la différence d'un ménage, l'État peut emprunter sur un terme infiniment plus long qu'un ménage car lui ne meurt pas... Les comparaisons invoquées, utilisées pour faire peur quant au niveau de la dette, doivent donc être relativisées.

**La dette n'est pas un sujet mineur. L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires regrette l'absence d'explication sur les causes de son évolution et sa nature et condamne le mensonge d'Etat à son sujet.**

***Dire que les dépenses de l'État ont dérivé, ce qui explique la hausse de la dette, est faux.***

***C'est pourtant au nom de ce mensonge que tous les ans, des dizaines de milliers de postes de fonctionnaires sont supprimés (plus de 20 000 emplois supprimés en 10 ans à la DGFIP). Pendant ce temps, les rentiers et les banquiers continuent de voir leurs richesses augmenter.***

Aujourd'hui, alors que de nombreux secteurs (DGFIP, Education Nationale, Pôle Emploi, Culture, Hôpital) souffrent d'un manque de moyens humains au regard des besoins, les récentes annonces gouvernementales confirment le dogme du « moins d'emplois, moins d'Etat ».

### De notre point de vue, les enjeux devraient porter sur :

La nécessité ou non de réduire, plus ou moins rapidement, la dette publique, la légitimité de la dette, la stratégie à adopter face à la dette (hausse des recettes, baisses de dépenses...), la « soutenabilité » de la dette ou la coordination des politiques économiques européennes face à la dette...

Sur ce point, le sommet Sarkozy/Merkel d'août 2011 n'aura rien apporté. Les quelques annonces ont été puisées dans les travaux et mesures déjà existants et ne modifient en rien l'orientation générale de la politique économique.

La question des *eurobonds* (mutualisation des dettes européennes) a été évacuée, la taxe sur les transactions financières est une fois de plus évoquée mais le flou demeure sur sa véritable portée et sur le calendrier de sa mise en œuvre.

**Dans le même temps, la rigueur s'installe partout, sans délai elle, au détriment des droits sociaux, de l'action publique et des conditions de vie de l'immense majorité des ménages.**

Enfin, alors que de plus en plus de voix plaident pour une relance par la hausse des salaires pour sortir de la crise (la part des salaires dans la richesse nationale créée baisse par rapport à celle du capital, elle est à un niveau historiquement et anormalement bas), les dirigeants s'engagent encore plus drastiquement dans la voie de l'austérité salariale.

Cela ne permettra pas de soutenir l'activité économique ni de réduire l'endettement, privé et public, et risque de provoquer de nouvelles secousses confirmant une véritable crise du système.

## Des inégalités et des injustices en hausse

En France, la rigueur pour le plus grand nombre s'illustre par des choix déjà à l'œuvre en matière de finances publiques et d'emplois publics.

Plus récemment, les lois de finances rectificatives pour l'année 2011 ont alourdi la note :

- Allègement de l'ISF et contribution symbolique et dérisoire des plus riches d'un côté, vraies hausses de certains prélèvements et poursuite de la politique de réduction de la dépense publique de l'autre...

L'INSEE a beau confirmer que les plus aisés ont vu leurs revenus augmenter (notamment ceux du patrimoine qui représentent plus de la moitié des revenus des 1% des Français les plus riches) et que le taux de pauvreté augmente (il atteint désormais 13,5%, alors que 4,6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi), les choix politiques ne varient pas.

**Fiscalité, action publique, finances publiques :**

→ C'est sur cette base que s'ouvre l'année 2011-2012 et que l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires s'est engagée dans le débat (communiqués de presse, blog fiscal...).

***Les enseignements de la crise donnent raison à ceux qui, comme nous, dénoncent de longue date la déréglementation, les paradis fiscaux, l'injustice fiscale, le repli de l'action publique, la précarité...***

Mais avoir raison ne suffit pas, il faut en finir avec les idées fausses qui pervertissent le débat public (sur les impôts, les fonctionnaires, la dette) et se mobiliser pour montrer que l'indignation est réelle.

## Les agents de la DGFIP au cœur de l'État, de la rigueur... et de la crise !

La rigueur, la crise et les politiques néolibérales nous concernent toutes et tous dans notre quotidien. En effet, tous les agents et tous les services de la DGFIP voient et subissent l'impact de la crise du système néolibéral. Les suppressions des emplois sont bien entendu l'un des grands symptômes de cette crise de sens que traverse l'action publique au sein de laquelle la DGFIP occupe une place centrale.

Au-delà, les effets, directs et indirects, de la crise et de la rigueur se font également durement sentir :

- **A l'accueil** (accueil, caisse, trésoreries, SIP, SIE), alors que tous les ans, plus de 15 millions de personnes se déplacent dans les différents services à l'occasion de la campagne IR et de la sortie des avis, la tendance est nette et inquiétante : la tension est de plus en plus palpable, les incidents se succèdent, les situations fragiles et précaires sont de plus en plus nombreuses.
- **Dans les services d'assiette** (SIP, SIE) et de recouvrement, sur fond de manque de temps, d'empilement des urgences, et de vagues successives de nouveautés fiscales (nombreuses et complexes), les demandes d'étalement de paiement, les demandes de remises gracieuses montrent que la crise a ajouté du travail dans un contexte déjà tendu.
- **Dans le secteur public local**, si le déploiement d'hélios est arrivé à son terme, les difficultés liées à sa mise en place n'en sont pas terminées pour autant. Les évolutions qui s'enchaînent (dématérialisation, hôpital, réforme territoriale), combinées aux suppressions des implantations et des effectifs accroissent les inquiétudes alors que les collectivités locales sont touchées de plein fouet par les emprunts "toxiques".
- **La lutte contre la fraude fiscale** ne bénéficie pas de l'impulsion que le gouvernement devrait lui donner en cette période de disette budgétaire. Dans les services de contrôle, les objectifs quantitatifs guident un quotidien de plus en plus « contraint ». Dans les services de programmation, de recherche (ICE, BCR,

**Si la contribution exceptionnelle (sur les « très très hauts revenus » pourrait-on dire !) est finalement dérisoire, il faut noter que parler d'augmenter les impôts et de faire payer les riches n'est aujourd'hui plus tabou. Il est enfin possible d'expliquer en quoi la fiscalité doit être plus juste et plus redistributive qu'elle ne l'est actuellement.**

**C'est donc une période favorable pour développer nos analyses.**

**Mais au-delà des recettes, il faut aussi plus que jamais défendre leur contrepartie : les dépenses pour les services publics, pour la sécurité sociale et la redistribution des richesses.**

*BEP) on cherche encore quel est le sens profond des missions : variable d'ajustement du contrôle fiscal (ICE), pression sur la programmation, recherche tenue trop éloignée du terrain...*

- **La dépense publique** est également sous pression. L'arrivée de Chorus bouleverse la chaîne de la dépense. L'allongement des délais constaté depuis Chorus crée des tensions avec les fournisseurs de l'État : les exemples d'entreprises, elles aussi touchées par la crise, venant couper l'eau aux services déconcentrés ne manquent pas.
- **Les missions foncières** trop longtemps délaissées, sont aujourd'hui dans une passe délicate. Ainsi, le rapprochement CDI/CDIF n'a pas apporté de valeur ajoutée : les secteurs d'assiette en charge des missions foncières doivent faire face à une mission d'une technicité particulière qui ajoute à la charge de travail.
- **Les conservations des hypothèques**, de leur côté, ne sont pas davantage à la fête : la pression mise pour raccourcir les délais met les agents sous haute tension et les emplois continuent de fondre alors que le travail se maintient à un haut niveau et que, du côté des notaires, on lorgne vers les missions de l'État...
- **Dans les DISI**, une question prédomine : on va où ? La rigueur prend ici une forme insidieuse : celle d'une réforme précipitée qui se traduit par un champ d'action immense et de véritables incertitudes sur l'évolution des missions et la place des agents.
- **Dans les directions**, la fusion des services est tout sauf simple : le rapprochement s'effectue à marche forcée alors qu'en plus des missions habituelles s'ajoute les nouvelles règles de gestion, un exemple parmi d'autres de la pression ambiante.
- **Dans les services de la Direction Générale** aussi, la crise revêt un visage particulier : l'exposition publique de certaines missions (contrôle fiscal...) et la pression mise sur la production de statistiques et de textes fiscaux par exemple, montrent qu'ils ne sont pas épargnés.
- **Pour tous les agents**, les mutations sont parfois difficiles à obtenir du fait des suppressions d'emplois dans les départements demandés par les agents, le pouvoir d'achat ne suit pas l'évolution du coût de la vie, les frais avancés dans le cadre des missions (formation, déplacements...) ne sont pas correctement remboursés, les travaux sont trop souvent précipités...

**Tous les agents, tous les services et toutes les missions de la DGFIP sont touchés par les effets des politiques néolibérales et par la crise. La DGFIP, administration « symbole », est en réalité la première victime des choix « régressionnistes ».**

## **S'informer, se mobiliser, se faire entendre : Savoir dire non !**

Face à cette situation sans précédent et aux défis d'ampleur auxquels le monde du travail est confronté, les organisations syndicales ont la responsabilité d'informer et de mobiliser les salariés.

**L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires demeurera particulièrement combative :**

- ➔ En livrant ses analyses et ses propositions en matière de missions, de finances publiques et de service public, en dénonçant l'impact social et économique de la rigueur, notamment à la lumière de la dégradation que vivent les agents de la DGFIP,
- ➔ En mobilisant les agents pour dire *Non* à la rigueur et pour montrer que d'autres choix sont possibles et souhaitables.

**Sur ces bases, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires :**

- ◆ **Participe à la journée d'action des retraités le 6 octobre pour le pouvoir d'achat,**
- ◆ **Soutient la manifestation des précaires et chômeurs le 8 octobre,**
- ◆ **Appelle les agents de la DGFIP à la grève le 11 octobre 2011 et à participer aux manifestations dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle,**
- ◆ **Est co-organisatrice du « contre sommet du G20 » de Nice début novembre 2011,**
- ◆ **Participe aux travaux relatifs à l'audit citoyen de la dette lancé par plusieurs organisations syndicales, ONG et économistes.**